



La Grèce et l'Europe du XIX^e siècle à nos jours

Compte-rendu du Colloque APHG Lorraine à Thionville

vendredi 7 avril 2017

Par Richard Vassakos. [\[1\]](#)

Nous publions ci-après un compte-rendu de la conférence de Panagiota Anagnostou, ATER à l'Université de Strasbourg, chercheuse associée auprès de l'Institut d'Histoire Culturelle Européenne de Lunéville lors du colloque organisé par l'APHG section lorraine à Thionville sur le thème : « Les traités de Rome et leur actualité, 1957-2017 », le 25 mars 2017. Cet article intéressera tous nos collègues ayant à enseigner l'Histoire politique, culturelle et sociale de l'Europe contemporaine.

Panagiota Anagnostou débute sa communication par un rappel des représentations de la Grèce et des Grecs au XIX^e siècle. Lamartine, voyageant dans le pays en 1831-1832, décrit des Grecs « sales » sur lesquels « pèse le poids de l'oisiveté dans leur attitude ». Ces propos que certains dirigeants européens ont pareillement pu tenir sur les Grecs lors de la crise des dettes souveraines de 2008, mettent en abyme les rapports ambigus que nourrissent la Grèce et ses partenaires européens, entre amour et déception, attraction et répulsion, clef du rapport de la péninsule au continent selon Panagiota Anagnostou. Preuve en est, selon elle, la caricature des mythes grecs qui se développe au milieu du XIX^e siècle, avec par exemple les représentations de Calypso par Daumier ou la mise en scène d'Orphée aux enfers par Offenbach.

Or, cela intervient à un moment où la Grèce, délivrée de la domination ottomane s'euro-péanise sous l'influence de souverains venus de pays d'Europe de l'Ouest. Otton I^{er} par exemple, prince bavarois, façonne la capitale Athènes avec des monuments pensés et construits par des architectes allemands. D'autre part, les puissances européennes d'ailleurs en cessent d'intervenir dans la politique grecque plus ou moins directement. Ainsi, les différents partis sont inféodés au Royaume-Uni ou bien à la France. La Russie n'est pas en reste et soutient Andreas Metaxas (1790-1860). L'Allemagne est soupçonnée d'être l'instigatrice de l'assassinat du roi Georges I^{er}, prince d'origine danoise, à Thessalonique en 1913.

Cela divise les Grecs entre ceux qui prônent une adhésion à la modernité occidentale et ceux qui revendiquent une identité orientale sur différents plans aussi bien politiques que culturels avec par exemple des débats sur l'identité musicale. Durant la Première Guerre mondiale, la fracture s'élargit entre les royalistes et le premier ministre Vénizelos sur la question de l'entrée en guerre aux côtés des alliés en 1917. La guerre contre la Turquie et le ravage de Smyrne mettent fin aux projets de grande Grèce du Vénizélisme et créent à nouveau un rancœur à l'égard des européens de l'ouest qui n'interviennent pas en faveur des Grecs alors même que leurs flottes se trouvent à proximité. S'ensuit un exode massif et un déplacement douloureux des Grecs de Turquie qui traversent la mer Egée dans des conditions et dramatiques. D'ailleurs, la mémoire de cet épisode est ravivée dans une sorte de concordance des temps lorsque se produit la récente crise des migrants dans le même espace et selon les mêmes routes.

Durant l'Entre-deux-Guerres le pays entre dans un processus de restructuration / modernisation. Il est interrompu par la Seconde Guerre mondiale, qui débouche elle-même sur la guerre civile grecque qui débute par le bombardement du Pirée par les britanniques en décembre 1946. La division entre les Grecs resurgit ainsi que les vieux tropismes Orient-Occident du fait de l'intervention des grandes puissances dans ce qui est le premier conflit armé de la guerre froide. La défaite des communistes, actée, pour ainsi dire, dès Yalta, divise à nouveau la Grèce qui connaît un important courant anti-américain. Cela dessine aussi une ligne de rupture gauche-droite qui perdure encore aujourd'hui. Cependant 12 ans après la guerre civile, en 1961, les Hellènes signent un accord d'association avec la toute jeune CEE. L'entrée dans la communauté est retardée par la dictature des colonels (1967) qui prend fin avec l'émeute de l'école polytechnique et le conflit autour de Chypre en 1974. La démocratie revenue, les débats autour de l'adhésion débutent et la division entre les Grecs reprend toujours selon le même schéma. Constantin Caramanlis déclare que la Grèce appartient au monde occidental mais Andreas Papandreou son opposant lui répond qu'il préférerait qu'elle appartienne aux Grecs. Dès 1973, Caramanlis dépose la candidature d'adhésion de la Grèce. L'opposition socialiste emmenée par Andreas Papandreou dénonce alors cette décision et popularise le slogan « *CEE / OTAN même syndicat* ». Pour la gauche, il faut lutter contre la dépendance de la Grèce, tant sur la plan économique que politique. L'accord d'adhésion est signé en juin 1979 et l'entrée officielle a lieu en 1981. Le PASOK arrive alors au pouvoir et poursuit sur une ligne très anti-américaine. L'opinion, elle, se montre plus favorable avec un regard positif : 38% de bonnes opinions en 1980 puis 75% de bonnes opinions en 1990. Cela s'explique par le *paquet Delors*, c'est-à-dire des subventions d'aménagement et solidarité territoriales délivrées par la communauté européenne durant ces années.

Jusqu'en 2004 une majorité de grecs a une bonne opinion de l'UE. C'est bien sûr la crise de 2008 qui ébranle ces certitudes. Elle atteint son paroxysme avec le débat autour du mémorandum puis lors du référendum de juillet 2015. L'europhéisme ou européisme est alors mis en question. A nouveau la question Orient-Occident réapparaît comme le montre la réintroduction de la Russie dans le jeu via notamment l'Eglise Orthodoxe. Les effets de la crise sur l'opinion sont, sans surprise, négatifs. Le bilan global de l'UE jugé favorable à 69% en 2015 et négatif pour 31% des grecs passe à 56% de favorables et 46% de déçus en 2016. Le clivage droite-gauche explose sous l'effet de la crise et les partis traditionnels NEA et PASOK, plutôt pro-européens, sont débordés sur leur droite et sur leur gauche. S'ajoute à cela la crise des réfugiés pour laquelle 92% des grecs estiment ne pas être soutenus par l'UE. L'antiaméricanisme des années 1980 laisse place à un anti-germanisme alimenté par les politiques d'austérité et des déclarations de certains responsables allemands. 56% des citoyens Hellènes se déclarent opposés à l'Allemagne alors que dans le même temps ils voient la Russie d'un bon œil à 77%. Il faut bien sûr modérer tout cela du fait des limites des sondages et de l'influence qui résulte de la rédaction des questions.

Pour autant, Panagiota Anagnostou se demande pour conclure si les Grecs peuvent oublier leur histoire plus que séculaire de divisions, de relations complexes avec l'Europe occidentale pour surmonter cette crise. Avec Paul Ricoeur elle appelle à mobiliser la mémoire afin de réinventer une relation de confiance.

© **Compte-rendu par Richard Vassakos, commission Europe de l'APHG. 7 avril 2017. Tous droits réservés.**

Notes

[1] Président de la Régionale APHG Languedoc-Roussillon. Professeur d'Histoire-Géographie au Lycée Marc-Bloch de Sérignan (34), chargé de cours Université Paul-Valéry-Montpellier 3.